

Interview de Victor Ruffy par Philippe Nicolet

Cassette vidéo, durée 02 h. 13 min. 04 s. Enregistrement du 02 octobre 1998

Victor Ruffy est Professeur à l'Université de Lausanne. Conseiller National. Ancien président de la Commission des affaires étrangères du Conseil National. Député au Conseil de l'Europe.

- L'arrière-grand-père – le Conseiller Victor Ruffy – était Conseiller Fédéral. 00 : 02 : 07
- Le grand-père – Eugène Ruffy – était lui aussi Conseiller Fédéral. 00 : 02 : 40
- Victor Ruffy entre en politique un peu par hasard. 00 : 02 : 54
- Naissance en 1937, à Berne. Origine slave de la mère. 00 : 03 : 22
- A travers sa mère, V. Ruffy prend conscience d'autres horizons. 00 : 03 : 56
- V. Ruffy s'est rendu très régulièrement en Yougoslavie. 00 : 04 : 57
- V. Ruffy a tenu à s'imprégner de l'atmosphère Yougoslave. De nombreuses similitudes entre la Fédération de Tito et la Suisse. 00 : 04 : 57
- Les Suisses suivaient avec grand intérêt le développement de l'œuvre de Tito. 00 : 06 : 24
- Dès 1990, la population Yougoslave est instrumentalisée par les différents pouvoirs. 00 : 07 : 07
- Comment cela se fait-il que l'Union Européenne n'a pas trouvé les instruments permettant d'éviter la catastrophe yougoslave ? 00 : 07 : 50
- Il semble que – cause d'un manque de cohésion – les différents partenaires de l'UE ne présentaient pas une puissance assez grande pour interrompre la montée du nationalisme. 00 : 08 : 52
- V. Ruffy n'a pas perçu la montée du nationalisme, malgré ses voyages et ses amitiés en Yougoslavie. 00 : 09 : 39
- La montée de l'intolérance et du nationalisme peut apparaître n'importe où et n'importe quand. 00 : 10 : 40
- Le père de V. Ruffy n'était pas engagé politiquement. Mais il lui a donné le goût du travail bien fait. 00 : 12 : 01
- Les valeurs que V. Ruffy a reçues de ses parents : une certaine libéralité, l'amour du travail bien fait, les principes d'écoute et de respect d'autrui, et une certain

- ouverture sur l'extérieur. 00 : 13 : 21
- Avant la Première Guerre, l'Europe était un espace ouvert. 00 : 14 : 37
 - Au sein de la bourgeoisie européenne, il y avait un goût pour les voyages. 00 : 15 : 43
 - Étant enfant, V. Ruffy aimait la peinture, la musique et l'écriture. Il eut la volonté de faire du théâtre, mais sa mère le poussa à faire les Lettres. 00 : 16 : 03
 - C'est un professeur qui fait découvrir la géographie à V. Ruffy. Il se spécialise dans la géographie appliquée, au moment où celle-ci devient une préoccupation politique. 00 : 16 : 42
 - Au début des années 1970, naissance d'un mouvement qui désire mettre en place des conceptions directrices nationales quant à l'aménagement du territoire. 00 : 18 : 53
 - Naissance d'un contre mouvement, à la fin des années 1970. 00 : 20 : 16
 - Les difficultés que l'on a aujourd'hui viennent du fait que l'on a rejeté toutes réflexions politiques sur l'aménagement du territoire. 00 : 20 : 40
 - Ce mouvement de rejet vient en partie de la Ligue Vaudoise, qui ne pouvait accepter une série d'accords inter-cantonals. 00 : 22 : 24
 - La résistance est venue : 1/des partis eux-mêmes, 2/de la Ligue Vaudoise et des associations parallèles. 00 : 24 : 23
 - A l'Université, V. Ruffy était déjà engagé politiquement. En 1963, V. Ruffy organise un défilé en faveur de la réforme de l'Université. 00 : 25 : 16
 - En 1978, le Parti Socialiste d'Echallens demande à V. Ruffy s'il désire se présenter sur une liste pour le Grand Conseil. 00 : 27 : 11
 - Après avoir été élu député, V. Ruffy devient candidat au Conseil National en 1982. 00 : 27 : 50
 - Le mouvement de Mai 68 fait concevoir à V. Ruffy un certain nombre de ruptures. 00 : 28 : 37
 - Mai 68 ne modifie pas la conception que V. Ruffy a de la famille. 00 : 29 : 30
 - Le défi de faire durer une relation conjugale. 00 : 30 : 24
 - L'épouse viennoise de V. Ruffy. 00 : 31 : 42
 - À propos de Viennes : « les Viennois sont des salves qui parlent allemands ». 00 : 32 : 04
 - L'expérience viennoise de V. Ruffy : comment Viennes est devenue un des

- centres de l'Europe. 00 : 33 : 24
- V. Ruffy entre au Conseil de l'Europe à la suite de son ami M. Riesen. 00 : 34 : 38
- Un intérêt pour l'Europe qui date de toujours. 00 : 35 : 45
- Du peu de concurrence pour les places à Strasbourg. 00 : 36 : 19
- La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux. 00 : 36 : 47
- Il s'agit d'assurer la cohérence entre la politique internationale, nationale et locale. 00 : 37 : 24
- 1989-1990 : il faut déterminer le nouveau rôle du Conseil de l'Europe. 00 : 38 : 00
- Le premier point débattu au Conseil de l'Europe : allons-nous accepter les pays de l'Europe Centrale ? 00 : 38 : 32
- Le critère lors des processus d'intégration : la non-violation des trois piliers du Conseil de l'Europe. 00 : 39 : 42
- Après la chute du Mur, les pays de l'Europe de l'Est demande au Conseil s'ils peuvent entrer dans l'Union Européenne. 00 : 40 : 20
- Une séparation en deux camps, qui scinde le Conseil de l'Europe : les partisans d'une intégration rapide, et les partisans d'une mise en attente. 00 : 41 : 15
- L'option choisie fut celle d'une intégration sous certaines conditions. Certains pays surent y faire face, d'autres ont plus de difficultés. 00 : 41 : 45
- V. Ruffy est favorable à une intégration rapide, tout comme la majeure partie de la délégation suisse. 00 : 42 : 22
- Une condition à l'intégration rapide : augmenter la capacité de *monitoring* du Conseil de l'Europe 00 : 43 : 45
- Le Conseil de l'Europe facilite les processus de démocratisation pour les pays membres. L'exemple en Russie. 00 : 44 : 38
- Il faut former la démocratie par le haut (institution, magistrature) et par le bas (augmentation des droits des citoyens). 00 : 46 : 05
- Qu'elle est l'attrait du Conseil de l'Europe pour les pays de l'Est ? 00 : 46 : 59
- Le développement économique doit s'accompagner d'un encadrement législatif, institutionnel, et qui permette le partenariat. 00 : 48 : 46
- La débâcle de la Russie et de la Bulgarie provient d'une propagande en faveur

- du néo-libéralisme, en ignorant tout système de contrôle. 00 : 48 : 46
- Pour accéder à l'Union Européenne, il ne suffit pas d'un développement économique, mais il doit se doubler d'un développement des systèmes de contrôles. 00 : 50 : 42
- Parmi les 40 membres du Conseil de l'Europe, il y a des divisions concernant les pays qui sont au-delà du Caucase et qui désire entrer au Conseil. La barrière géographique joue donc toujours dans les esprits. 00 : 54 : 03
- V. Ruffy ne désire pas mettre des frontières au Conseil de l'Europe. Derrière cela, il y a la question : quel est le message que l'on veut apporter en tant qu'Européen ? 00 : 55 : 57
- Si la vision économique de Jean Monnet ne peut être contestée, V. Ruffy désire que l'UE mette plus en avant la dimension sociale. 00 : 56 : 53
- Il faut étendre le problème de la solidarité sociale sur l'ensemble de la population. Sur ce point, le traité d'Amsterdam a été décevant. 00 : 57 : 53
- Aujourd'hui, l'UE est surtout socialiste. Cela pose un nouveau problème : celui de la relation entre la politique et l'économie. 00 : 59 : 24
- Au Conseil de l'Europe, on croit tellement à la valeur universelle des droits de l'homme, que l'on ne peut accepter que des biais culturels viennent modifier ces principes. 01 : 00 : 00
- Un exemple : le droit européen condamne que l'on porte au public des affaires qui touchent uniquement la sphère privée de l'individu. Aux USA, cela n'est pas le cas, comme le montre l'affaire Lewinsky-Clinton. 01 : 01 : 04
- Si un pays demande à être intégré, il doit accepter inconditionnellement ces principes. 01 : 04 : 16
- Les pays du Caucase n'ont été marginalisés que récemment vis-à-vis de l'Europe. Dans l'Antiquité, cela n'était pas le cas. 01 : 04 : 46
- Il faut que le Conseil de l'Europe consolide l'édifice politique à partir de valeurs sociales. 01 : 07 : 26
- Le Conseil de l'Europe doit être un prolongement de l'Union Européenne, mais certaines différences entre les deux institutions empêchent que cela soit réellement le cas. A cause du déficit démocratique du Parlement Européen, certains

- parlementaires n'ont aucun lien avec leurs Parlements Nationaux, alors que cela n'est pas le cas au Conseil de l'Europe. 01 : 09 : 13
- Le parlementaire du Conseil de l'Europe est ainsi au courant de l'application nationale de conventions signées au niveau européen. Il a, de plus, un gain de communication et d'efficacité. 01 : 11 : 22
 - Lors de Sommets, les chefs d'Etats de l'Union Européenne rencontrent les membres du Conseil de l'Europe et peuvent ainsi voir comment assurer une complémentarité entre les deux institutions. 01 : 13 : 30
 - Quelques contacts – mais trop peu – entre la Commission européenne de l'environnement et de l'aménagement du territoire et son équivalent au Conseil de l'Europe. 01 : 14 : 11
 - L'UE résiste au principe de développement durable. Cela établit une tension entre la politique suisse et l'UE quant au trafic routier. 01 : 14 : 50
 - V. Ruffy organise la première assemblée inter-parlementaire sur les problèmes de l'environnement. 01 : 20 : 11
 - Si les Suisses acceptent la redevance sur les poids lourds à la prestation, cette option fera peut-être école dans l'UE. 01 : 21 : 23
 - V. Ruffy a pensé l'EEE comme une phase de transition pour accéder à l'UE. 01 : 23 : 05
 - Depuis toujours, V. Ruffy n'a jamais imaginé que l'on peut croire à l'indépendance de la Suisse, dès le moment où la Grande-Bretagne est sortie de l'AELE. 01 : 24 : 25
 - Mais il était important que la Suisse gardât sa neutralité dans les tensions entre la Communauté Européenne et l'URSS. 01 : 20 : 00
 - Avec l'obstacle de la neutralité, l'affaiblissement de l'AELE et le renforcement de l'UE, l'adhésion est devenue inévitable. 01 : 27 : 24
 - A propos du choix du Conseil Fédéral, qui dépose la demande d'adhésion à l'UE avec celle de l'EEE. A l'évidence, ce fut une erreur. 01 : 28 : 42
 - Jamais auparavant, nous n'avions examiné la compatibilité entre un avant-projet et la constitution européenne : l'opinion publique, habituée à penser de manière autonome, n'a pas pu accepter l'idée de l'intégration. 01 : 29 : 36
 - V. Ruffy a fait campagne auprès d'ouvriers, pour soutenir l'adhésion. 01 : 31 : 12

- L'effort que doit fournir la Suisse pour s'intégrer est supérieur à n'importe quel autre pays, car notre culture commune est uniquement politique. Toucher au pouvoir du Conseil Fédéral, c'est toucher à ce qui nous rassemble. 01 : 32 : 58
- Il y a chez certains parlementaires nationaux le sentiment que certaines décisions se prennent sans concertation au sein de l'UE. 01 : 36 : 31
- Certains citoyens redoutent de perdre un pouvoir décisionnel. 01 : 37 : 51
- On pourrait imaginer une constitution européenne qui rétablisse le droit populaire à l'échelle européenne. 01 : 38 : 17
- Les trois principaux obstacles à l'adhésion : notre conception de la subsidiarité, la force du droit populaire, et le recoupement entre notre culture commune uniquement politique et le fait d'avoir 4 langues officielles. 01 : 39 : 49
- Pour conserver la culture suisse, il faudrait pouvoir reporter les droits populaires à l'échelle européenne. 01 : 41 : 07
- Par la suite, des contraintes extérieures vont être telles que nous n'aurons plus du tout d'indépendance. 01 : 41 : 47
- Par la suite, c'est l'échelle européenne qui deviendra l'échelle de pertinence politique. Cela est dû à une plus grande mobilité, à l'élargissement de l'horizon de référence, et à la globalisation économique. 01 : 42 : 30
- La souveraineté nationale va être vidée de son sens par des contraintes extérieures. 01 : 45 : 29
- L'exemple de l'armée : la défense du territoire suisse ne peut plus se faire à l'échelle nationale uniquement. 01 : 54 : 49
- Le choix cardinal de l'UE aujourd'hui : quelle culture spécifique, quelle vision de la société, l'UE désire-t-elle ? 01 : 49 : 11
- A l'OSCE, les USA refusent – contre les Suisses – une initiative qui fait du Conseil de l'Europe son volet parlementaire. Ils désirent une seconde assemblée qui soit sous leur contrôle. 01 : 50 : 03
- Les USA n'aiment pas les institutions supra-nationales. 01 : 51 : 57
- La force impérialiste des USA. 01 : 52 : 16
- L'Europe doit savoir comment elle veut organiser sa défense. 01 : 53 : 58
- La progression de l'OTAN en Bulgarie, Roumanie et Pologne : ces pays sont

- victimes de la politique des USA. 01 : 54 : 28
- Une autre forme d'impérialisme : la disparition du russe au profit de l'anglais, en Europe Centrale. 01 : 56 : 10
 - À cause de leur politique des Droits de l'Homme, les Etats-Unis ne sont pas bienvenus au Conseil de l'Europe. 01 : 58 : 47
 - Un moratoire contre la peine de mort en Ukraine. 01 : 58 : 58
 - Le Conseil de l'Europe condamne les USA quant à la Convention sur les mines anti-personnelles. 01 : 59 : 50
 - Malgré les promesses, les USA n'appliquent pas leur politique environnementale, contre la Convention de Bâle. 02 : 00 : 52
 - Le rôle de la Commission de politique extérieure du conseil national. 02 : 02 : 30
 - Le rôle de cette commission est aussi de renforcer la cohésion sociale. 02 : 06 : 44
 - La commission a été associée au projet de l'EEE. 02 : 10 : 00
 - Lorsque la Pologne et Chypre seront dans l'UE, la Suisse se décidera à en faire partie. Dans dix ans, la Suisse sera dans l'UE. 02 : 13 : 04